

Axes de la politique du Groupe PPE concernant

# LA RÉACTION IMMÉDIATE À L'INVASION ET À L'AGRESSION DE L'UKRAINE PAR LA RUSSIE

04/04/2022



*Le 24 février 2022, l'invasion et la déclaration de guerre illégitimes et injustifiées de la Russie, qui constituent un crime international contre l'Ukraine, ont considérablement fragilisé la réalité géopolitique en Europe. Jusqu'à présent, l'Ukraine a fait preuve d'une résistance et d'une résilience incroyables, et a empêché la Russie d'atteindre ses objectifs de guerre initiaux. L'Union européenne a réagi avec rapidité et détermination en prenant des sanctions inédites contre la Russie et sa complice biélorusse, mais tout laisse à penser que cette guerre va durer. C'est pourquoi la communauté internationale doit porter un coup encore plus fort à la Russie pour mettre un terme à cette guerre aussi vite que possible.*

## Principales pistes d'action politique:

1. L'Union et les États membres doivent livrer des armes à l'Ukraine pour l'aider à se défendre. L'Union devrait continuer d'utiliser la facilité européenne pour la paix, ainsi que tous les autres moyens à sa disposition, pour assurer l'approvisionnement en armes.
2. Il faut mettre en place des couloirs humanitaires sûrs pour les civils qui fuient les attaques, et renforcer les réseaux d'aide humanitaire de l'Union en Ukraine (carburant, nourriture, médicaments, générateurs d'énergie et campus mobiles). Il est aussi important d'ouvrir des couloirs terrestres verts pour permettre d'introduire en Ukraine tous les produits nécessaires à l'accroissement de la production agricole (pesticides et engrais, par exemple) et de faire sortir de l'Ukraine tous les produits agricoles qui peuvent encore être exportés.
3. Le moment est venu de prendre de nouvelles sanctions:
  - > Un embargo total et immédiat sur les importations russes de pétrole, de charbon, de combustible nucléaire et de gaz doit être mis en place; les projets Nordstream 1 et 2 doivent être totalement abandonnés; et un plan visant à continuer à garantir la sécurité de l'approvisionnement énergétique de l'Union à court terme doit être présenté;
  - > Les banques russes participant au commerce du pétrole et du charbon devraient aussi être exclues du système SWIFT;
  - > Les États membres devraient refuser l'accès aux ports européens à tous les bateaux en provenance ou à destination de la Russie. Nos infrastructures ne doivent pas servir à alimenter une machine de guerre;
  - > Les États membres devraient expulser les ambassadeurs russes en poste dans leurs pays afin de réduire autant que possible la présence diplomatique russe;
  - > Les sanctions prises contre la Biélorussie doivent refléter celles qui ont été infligées à la Russie afin de supprimer toute faille qui permettrait à Poutine d'utiliser l'aide de Loukachenko pour contourner les sanctions (sur les banques et les exportations de produits pétroliers, par exemple);
  - > Des sanctions secondaires doivent être prononcées à l'égard de toute entité de l'Union qui aiderait les régimes russe et biélorusse à contourner les sanctions;
  - > Les positions adoptées par certains États,

consistant à soutenir ou à s'abstenir de condamner le régime de Poutine et l'invasion russe, ne doivent pas rester impunies.

- > Les sanctions ne devraient être levées que lorsque le dernier soldat des forces occupantes aura quitté le territoire ukrainien et qu'un accord aura été conclu avec le gouvernement constitutionnel ukrainien.
4. En ce qui concerne le statut de candidat de l'Ukraine: à la suite de la demande officielle d'adhésion à l'Union de l'Ukraine, présentée le 28 février 2022, et de la conclusion du Conseil européen des 10 et 11 mars, selon laquelle l'Ukraine appartient à notre famille européenne, les institutions européennes devraient œuvrer à l'octroi immédiat du statut de candidat à l'Ukraine, notamment pour éviter que les aspirations légitimes de l'Ukraine et de ses citoyens ne succombent aux revendications hostiles que leur oppose la Russie. Par ailleurs, les institutions devraient accélérer son intégration au marché unique de l'Union, conformément à la formule «tout sauf les institutions» et à l'accord d'association;
  5. Créer un fonds analogue au plan Marshall pour reconstruire l'Ukraine après la guerre. Ce message donnera de l'espoir aux Ukrainiens. Il conviendrait que le fonds soit généreux et qu'il soit financé par l'Union européenne, les États membres, les contributions des donateurs et l'indemnisation des dommages de guerre par la Russie, y compris les avoirs russes confisqués par suite de sanctions conformément au droit international;
  6. Qualifier Poutine et Loukachenko de «criminels de guerre». Nous demandons l'ouverture de poursuites judiciaires dans le cadre du droit international afin d'enquêter sur tout acte légalement qualifié de crime de guerre, et d'en poursuivre les auteurs.
  7. En ce qui concerne la Russie d'après Poutine: nous devons collaborer avec le peuple russe. Nous devons montrer que l'Union est prête à aider la Russie démocratique de demain. L'opposition russe peine actuellement à poursuivre son travail, non seulement à cause des mesures répressives de Poutine, mais aussi à cause des effets des sanctions occidentales. Elle doit sentir que nous sommes de nouveau prêts à accueillir une Russie démocratique et responsable au sein de la communauté des nations.